

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS249/6

24 mai 2002

(02-2865)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – MESURES DE SAUVEGARDE DÉFINITIVES À L'IMPORTATION DE CERTAINS PRODUITS EN ACIER

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon

La communication ci-après, datée du 21 mai 2002, adressée par la Mission permanente du Japon au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Le 5 mars 2002, le Président George W. Bush a promulgué la "Proclamation n° 7529 visant à faciliter un ajustement positif à la concurrence des importations de certains produits en acier" et le "Mémoire du 5 mars 2002 – Action au titre de l'article 203 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur concernant certains produits en acier" (publié le 7 mars 2002, 67 FR 10553) imposant des mesures de sauvegarde définitives à l'importation d'acier, y compris un contingent tarifaire sur les brames, et un relèvement des droits de douane applicables à certains produits plats en acier, aux produits étamés ou chromés, aux barres laminées à chaud, aux barres parachevées à froid, aux barres d'armature, à certains produits tubulaires, aux accessoires en acier au carbone et en aciers alliés, aux barres en aciers inoxydables, au fil machine en aciers inoxydables, et aux fils en aciers inoxydables, avec effet, pour l'ensemble des mesures, à compter du 20 mars 2002 ("mesures de sauvegarde"). La proclamation a été promulguée à la suite d'enquêtes menées par la Commission du commerce international des États-Unis ("ITC"), et conformément aux propres considérations du Président, en vertu de la législation sur les sauvegardes des États-Unis, à savoir les articles 201-203 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur, telle que modifiée, ainsi qu'au titre de l'article 330 d) 1) de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée. La proclamation prévoit que les mesures de sauvegarde ne seront pas appliquées aux produits originaires du Canada et du Mexique, conformément aux articles 311 et 312 de la Loi sur la mise en œuvre de l'ALENA. Les produits originaires de Jordanie et d'Israël sont également exemptés en vertu de la proclamation, conformément aux accords de libre échange conclus entre les États-Unis et ces pays.

L'enchaînement des événements qui ont conduit à la proclamation est le suivant, avec en premier lieu les enquêtes de l'ITC sur l'existence d'un dommage et sa réparation:

1. 22 juin 2001 – L'ITC a ouvert une enquête en matière de sauvegardes concernant 33 produits en acier importés après avoir reçu du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales une lettre à cet effet, suivie d'une résolution de la Commission des finances du Sénat demandant également cette enquête (publication le 3 juillet 2001, 66 FR 35267, et le 22 août 2001, 66 FR 44158).
2. 22 octobre 2001 – L'ITC s'est prononcée sur l'existence d'un dommage: elle a établi des déterminations positives de l'existence d'un dommage pour 12 produits en acier, des

déterminations également partagées quant à l'existence d'un dommage pour quatre produits en acier et des déterminations négatives de l'existence d'un dommage pour 17 produits en acier (publiées le 28 décembre 2001, 66 FR 67304).

3. 7 décembre 2001 – L'ITC s'est prononcée sur la réparation, recommandant des droits de douane, des contingents ou des contingents tarifaires, suivant le commissaire et le produit en acier considérés (publication le 28 décembre 2001, 66 FR 67304).

Simultanément et par la suite, le Comité de la politique commerciale du Bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales ("TPSC"), agissant au nom du Président, a examiné quelle réparation le Président devait, le cas échéant, imposer, à la lumière des constatations et recommandations de l'ITC, et quels produits devaient en être exclus. Le 5 mars 2002, le Président a promulgué la Proclamation présidentielle n° 7529 qui imposait des mesures de sauvegarde sur dix produits en acier identifiés séparément (67 FR 10553) en tenant compte des constatations de l'ITC relatives à l'existence d'un dommage et des recommandations concernant la réparation ainsi que d'autres renseignements pertinents.

Le gouvernement japonais considère que les déterminations établies par le gouvernement des États-Unis dans le cadre de son enquête en matière de sauvegardes et les mesures de sauvegarde imposées à l'importation de produits en acier en tant que telles sont incompatibles avec les obligations des États-Unis de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce ("l'Accord sur l'OMC"), y compris les accords qui lui sont annexés, et ont eu pour effet d'annuler et de compromettre des avantages résultant pour le Japon directement ou indirectement de ces accords. Plus précisément, le gouvernement des États-Unis a agi d'une manière incompatible avec les obligations découlant des dispositions suivantes:

1. articles 2, 3, 4 et 5 de l'Accord sur les sauvegardes;
2. articles I:1, X:3 et XIX:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994").

Fondement juridique de la plainte

Les fondements juridiques spécifiques de la plainte sont les suivants:

1. Accroissement des importations

Les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec les articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes et avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 parce que, entre autres choses, elles ont été imposées en l'absence de l'accroissement requis des importations en volume.

2. Lien de causalité

Les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec les articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes et avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 parce que, entre autres choses, elles ont été imposées alors que le gouvernement des États-Unis n'avait pas démontré l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave, ni ne s'était assuré que le dommage grave causé par des facteurs autres que l'accroissement des importations n'avait pas été imputé à cet accroissement.

3. Produits similaires

Les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec les articles 2:1 et 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes et avec les articles X:3 et XIX:1 du GATT de 1994 parce que le gouvernement des États-Unis n'a pas défini comme il convenait la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents par rapport aux produits importés faisant l'objet de l'enquête.

4. Mesures de sauvegarde visant les produits étamés ou chromés et les fils en aciers inoxydables

- i) Les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec les articles 2:1, 3:1, 4:2 a), b) et c) de l'Accord sur les sauvegardes et avec les articles X:3 et XIX:1 du GATT de 1994 parce que, entre autres choses, le Président a imposé des mesures de sauvegarde sur les produits étamés ou chromés en tant que produit similaire distinct, sans faire une détermination uniforme, impartiale et raisonnable établissant que l'accroissement des importations de produits étamés ou chromés avait causé, ou menacé de causer, un dommage grave à la branche de production nationale du produit similaire ou directement concurrent, et sans publier de rapport exposant les constatations et les conclusions motivées.
- ii) Les mesures visant les produits étamés ou chromés et les fils en aciers inoxydables sont contraires aux articles 3:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article X:3 du GATT de 1994 parce que la façon dont le Président a traité le partage égal des voix au sein de l'ITC quant à l'existence du dommage pour ces produits ainsi que pour d'autres produits n'a pas été uniforme, impartiale et raisonnable, et que le Président n'a pas publié de rapport exposant les constatations et les conclusions motivées à l'appui d'un tel traitement.

5. Parallélisme

Les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec l'article 2:1 et 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes et avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 car il n'y a pas de parallélisme entre les sources des importations visées par l'enquête en matière de sauvegardes et les sources des importations visées par les mesures de sauvegarde.

6. Portée des mesures

Les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec les articles 3:1 et 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes et avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 parce que, entre autres choses, les mesures imposées étaient plus restrictives que celles qui avaient été recommandées par l'ITC, et qu'il n'y avait pas d'enquête ni de rapport publié exposant les constatations et les conclusions motivées indiquant en quoi elles n'étaient pas plus restrictives que nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage grave.

7. Violation des principes de la non-discrimination et du traitement de la nation la plus favorisée

Les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec l'article I:1 du GATT de 1994 et avec l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes parce que, entre autres choses, elles exemptent les importations en provenance des Membres de l'OMC qui sont des partenaires des États-Unis dans le cadre d'accords de libre-échange, à savoir le Canada, le Mexique, la Jordanie et Israël, établissant ainsi une discrimination entre les produits originaires du Japon et les produits originaires de ces Membres de l'OMC.

Du fait de ces mesures de sauvegarde, les droits ont été relevés pour les importations en provenance du Japon de certains produits plats en acier, de produits étamés ou chromés, de barres

laminées à chaud, de barres parachevées à froid, de barres d'armature, de certains produits tubulaires, d'accessoires en acier au carbone et en aciers alliés, de barres en aciers inoxydables, de fils machine en aciers inoxydables et de fils en aciers inoxydables, et un contingent tarifaire a été imposé à l'importation de brames.

Le 20 mars 2002, le gouvernement japonais a demandé l'ouverture de consultations avec le gouvernement des États-Unis, conformément à l'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémoire d'accord"), à l'article XXII:1 du GATT de 1994 et à l'article 14 de l'Accord sur les sauvegardes. Les États-Unis et le Japon ont tenu des consultations les 11 et 12 avril 2002 (avec d'autres Membres ayant également demandé des consultations avec les États-Unis) mais ne sont pas parvenus à régler le différend.

En conséquence, le gouvernement japonais demande l'établissement d'un groupe spécial conformément aux articles 4:7 et 6 du Mémoire d'accord, à l'article XXIII du GATT de 1994 et à l'article 14 de l'Accord sur les sauvegardes. Le mandat sera celui qui est énoncé à l'article 7 du Mémoire d'accord et à l'article 14 de l'Accord sur les sauvegardes. Le gouvernement japonais demande que l'établissement d'un groupe spécial dans cette affaire soit inscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'Organe de règlement des différends.
